

INTERVENTION DE MARINE LE PEN DEVANT LES ELUS DU FRONT NATIONAL LE 26 AOUT A BORDEAUX

A l'occasion de la XX ème Université d'été du Front National, et dans la perspective de la convention des élus régionaux du mouvement début 2006, Marine Le Pen a proposé les pistes de réflexion suivantes, reprenant les principaux thèmes et enjeux auxquels sont confrontés nos représentants dans les assemblées régionales:

“La vague rose des régionales 2004 a eu une conséquence immédiate : les mêmes politiques sont, à peu de choses près, mises en oeuvre dans les 20 régions tenues désormais par la gauche. Nos élus sont donc confrontés aux mêmes questions: démocratie participative, priorité aux transports en commun, alourdissement de la fiscalité, développement des dépenses hors compétence, etc.

Certains grands dossiers nationaux ou européens peuvent également se décliner au niveau régional (ex : OGM, directive Bolkestein, nouvelles lois de décentralisation).

Dans un souci de cohérence, et sans entamer la liberté d'adaptation au niveau de chaque région, il semble nécessaire de faire le point sur l'attitude et les votes que nos groupes peuvent avoir face à ces questions multiples. En voici quelques exemples : (...)

I. La démocratie participative

C'est le leitmotiv de la gauche plurielle, animée par ses franges les plus radicales afin de s'assurer durablement le contrôle des décisions des assemblées locales. Il s'agit d'enserrer toute décision dans un carcan d'avis émanant de comités non élus, de comités «citoyens», qui seront plus facilement noyautés par leurs soins.

L'Ile-de-France donne l'exemple en la matière avec une pléthore de comités (jeunes, handicapés, étrangers, etc), au total pas moins de 5 d'ores et déjà prévus.

Sur ces questions, il semble que notre attitude soit unanime et logique, en dénonçant cette remise en cause des principes mêmes de notre démocratie représentative tout autant que les arrière-pensées partisans qui animent les promoteurs de ces projets, notamment quant à la finalité réelle de ces comités.

On sent d'ailleurs, concernant ces comités de « soviets », une forte émulation entre les Verts et le P.C.A cet égard, il existe des différences d'une région à l'autre : dans certains cas, le P.S. a recueilli la majorité absolue des sièges à lui seul, et dans d'autres cas, il ne contrôle que la majorité relative, ce qui attise les surenchères.

II. L'économie sociale et solidaire

Dans la sphère économique, la dernière litanie, le dernier sésame accompagnant toute subvention est le label « social et solidaire ».

Par opposition à l'emploi marchand, dans le secteur productif, la gauche a, depuis les années Aubry et dans la suite des réflexions de Jeremy Rifkin sur la fin du travail, souhaité développer l'emploi dans la sphère non marchande. Pour certains dossiers, l'intention est bonne : aides aux personnes âgées, crèches, etc. Pour beaucoup d'autres, elle cache un clientélisme évident au profit d'associations marquées à gauche.

Pour faire passer la pilule, on retrouve une manipulation sémantique bien connue : accoler systématiquement, dans tout support de communication, aux actions relevant de la politique économique de la gauche, des mots au sens noble et inattaquables. Il ne reste plus ensuite qu'à assimiler tous ceux qui critiquent ladite politique, à des adversaires des beaux principes en question. (...)

Des subventions à examiner au cas par cas donc, mais une dénonciation de l'imposture dès qu'elle est avérée.

III. La lutte contre les exclusions et la promotion de la diversité

Ces formules élégantes à la mode, se parant du suaire des bons sentiments, ne servent en réalité qu'à justifier la discrimination dite "positive". Elles cachent autant de discriminations négatives et d'injustices envers les nationaux et tous ceux qui ne peuvent se revendiquer d'une quelconque minorité.

Un grand nombre des programmes d'action de la gauche ont aujourd'hui recours à ces terminologies, comme jadis à l'adjectif "citoyen". Méfiance donc à l'égard de tout ce qui s'en revendique.

IV. Les éoliennes

Les éoliennes sont un sujet qui monte considérablement en puissance et sur lequel il convient également de s'accorder. Notre mouvement est perçu dans la presse comme le seul à s'être opposé à la prolifération de ces installations qui défigurent bien souvent les paysages. Il faut s'attendre à des offensives en la matière de la part des Verts, comme en Ile-de-France où est attendu pour cette année un rapport cadre pour favoriser l'implantation de fermes éoliennes. (...)

A nous de dénoncer le saccage organisé des campagnes lorsque ces éoliennes, parfois haute de plus de 100 mètres de haut, sont installées en zone rurale, ce qui est très souvent le cas. Les populations riveraines sont globalement très hostiles à ces implantations. Nous rejoignons leurs préoccupations. (...)

V. Les OGM

Il est difficile d'adopter une approche tranchée face à ce problème complexe. Le mouvement n'échappe pas à la règle et les délibérations qui ont été soumises à l'examen de nos élus dans différentes régions reflètent toutes les approches possibles.

D'un côté l'attachement de notre mouvement au travail de la terre, à l'authenticité, au respect du vivant, au traditionnel. De l'autre, le principe de réalisme, défendu par exemple par JC Martinez, qui explique que les OGM se développeront massivement à l'avenir, avec ou sans l'industrie européenne ou française; dans ce cas, il faut prendre le train quand il est encore temps, ce d'autant que ces cultures peuvent être une solution face à la malnutrition dans le monde.

Les exécutifs régionaux sont en général en défaveur de ces cultures, affinités vertes obligent. Des délibérations anti-OGM, à la légalité fort contestable du reste, ont ainsi pu être proposées.

En Ile-de-France, nos élus se sont donc abstenus.

VI. La fiscalité régionale

Traditionnellement, le FN est partisan de l'orthodoxie budgétaire et de la limitation des déficits. En tous les cas, il milite d'une seule voix pour une baisse de la fiscalité.

Sur ce point apparaît un dilemme, s'agissant des finances régionales. Les budgets des régions sont en effet très dépendants des transferts de l'Etat. En moyenne pour près des deux tiers, jusqu'à près de 80% par exemple en Ile-de-France. Les nouveaux transferts de compétence, qui ne seront pas toujours compensés par le transfert d'une ressource propre, pourront aggraver ce ratio.

Dès lors, demander la baisse des taux de fiscalité régionale ne fait qu'aggraver la dépendance globale, toutes choses égales par ailleurs, vis à vis de l'Etat. Ce qui n'est pas non plus souhaitable dans la mesure où cela limite le pouvoir de décision réel des élus régionaux.

Toutefois, nous nous accorderons sur l'importance de proposer, à l'occasion de l'examen de chaque budget, des baisses d'impôts notables, par le biais d'amendements, et de communiquer sur nos propositions et le refus qui leur sera naturellement opposé. Mieux, gager ces propositions par des baisses de dépenses crédibilise notre démarche et nous permet de dénoncer les aspects les plus condamnables des politiques menées. (...)

VII. Les transports collectifs

La priorité donnée aux transports collectifs est au coeur des politiques actuelles des exécutifs de gauche. Il s'agit d'un sujet complexe dans la mesure où il est difficile de s'opposer à l'amélioration des transports en commun, notamment en termes de dessertes, de régularité, de sécurité ou de confort. En fonction des sujets, le vote peut toutefois être plus réservé voire négatif.

On peut en effet trouver deux angles d'attaque. Les dépenses en faveur des transports en commun ne sont pas forcément consacrées à une amélioration qualitative générale, elles sont bien souvent ciblées, et ce sur des clientèles traditionnelles de la gauche comme les banlieues sensibles (ex : horaires de nuit, nouvelles dessertes). A surveiller de près également, toutes les mesures de tarifications sociales à la carte qui multiplient les exemptions pour certains publics et laissent aux classes moyennes la charge de financer l'ensemble du système.

Il est clair que la priorité donnée au transport collectif se fait aux dépens de l'automobile, pourtant plébiscitée par les usagers. Il y a donc une distorsion entre les attentes des citoyens et l'action des pouvoirs publics. (...)

VIII. Les lycées

Les sommes brassées par l'entretien des lycées sont propices aux malversations, comme le scandale des lycées d'Ile-de-France l'a tristement illustré. Il ne s'agit dans doute pas d'un cas isolé, même si en l'occurrence l'exemple était grossier. La complexité des procédures et la multiplicité des rapports rend toutefois difficile un contrôle de tous les instants. Pour autant, il semble difficile de voter contre ce qui constitue un des coeurs de compétences de la Région et qui assure le fonctionnement du service public de l'éducation. En la matière, notre ligne directrice ne peut être que le bien des élèves.(...)

IX. La politique de la ville

A la base, la politique de la ville est une machine de guerre contre les idées nationales. Nos votes traduisent en conséquence traditionnellement notre farouche opposition. C'est tout particulièrement le cas lorsqu'il s'agit de financer le fonctionnement d'organismes associatifs, où sont essentiellement servies d'obscures structures des quartiers en difficulté, manière d'acheter la paix civile aux « sauvages ».

Toutefois, sur certaines opérations de requalification urbaine, de type réaménagement d'un quartier, on peut s'interroger sur l'attitude à adopter. Les opérations en question ne profitent pas qu'à la « racaille ». Sans applaudir, il est difficile de tout refuser en bloc." (...)

Marine Le Pen